



Il s'ensuivrait des pertes généralisées du point de vue des pêches et des espèces de poissons non destinés au commerce dans les deux à six mois qui suivraient une conflagration nucléaire.

21. Le rétablissement de l'agriculture et des ressources halieutiques, entrepris à long terme, qui serait possible lorsque le climat reviendrait à la normale, serait difficile à cause de notre forte dépendance actuelle de la technologie, des banques de semence, des engrais et d'autres moyens dont la pénurie se ferait probablement sentir.

22. Il est possible que les perturbations climatiques à long terme causées par l'hiver nucléaire entraveraient, voire empêcheraient tout à fait, le rétablissement de l'agriculture intensive telle qu'on la connaissait au Canada avant le conflit.

Impact sur la société

Le Comité est d'accord avec Freeman Dyson qui dit que l'impact sur la société humaine est incalculable. Il a néanmoins tenté de visualiser ce qui pourrait se produire. Il est très clair que pour le Canada, la réponse dépend au minimum des inconnues suivantes :

- la taille et la nature de la conflagration nucléaire;
- la question de savoir si le Canada sera ou non une cible et dans quelle région du pays l'attaque se produirait;
- l'étendue des dommages;
- l'impact sur d'autres pays et en particulier les États-Unis;
- la mesure dans laquelle il y aura des services, des infrastructures et des institutions qui auront résisté;
- le degré d'entente ou d'absence de coopération entre les régions urbaines et rurales du pays;
- la mesure dans laquelle nous serons préparés.

À la lumière de ces considérations, le Comité n'arrive à aucune conclusion ferme quant aux conséquences sociales, mais inclut dans le Supplément certaines hypothèses sur des adaptations qui devraient se faire, vu le nouvel environnement difficile. L'une des conclusions est que :

23. Les conséquences socio-économiques des divers scénarios doivent faire l'objet d'un examen plus fouillé par un groupe d'experts du domaine des sciences sociales.

Vous pouvez vous procurer des exemplaires du Rapport sur l'hiver nucléaire, au coût de 15 \$ l'unité, auprès de la Société royale du Canada, 344, rue Wellington, Ottawa (Ontario) K1A 0N4.

Réponse du gouvernement du Canada

Réponse du gouvernement canadien telle que présentée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le 27 juin, à la Chambre des communes :

La Société royale s'est penchée sur la possibilité d'un hiver nucléaire et sur ses conséquences pour le Canada. Les conclusions de l'étude concordent fondamentalement avec celles d'autres organismes scientifiques, notamment l'Académie des sciences de Suède et la *National Academy of Sciences* des États-Unis. La première conclusion est qu'il y aurait, à la suite d'un conflit nucléaire, une chute importante de la température sur l'ensemble de la planète. Ce phénomène, qu'on appelle l'hiver nucléaire, est produit par la fumée et la poussière qui empêchent l'énergie solaire de parvenir jusqu'au sol.

La Société royale formule un certain nombre de recommandations et demande qu'on fasse davantage de recherches afin de réduire les incertitudes scientifiques actuelles entourant l'hypothèse de l'hiver nucléaire.

En règle générale, le gouvernement estime l'hypothèse de l'hiver nucléaire scientifiquement crédible, bien qu'il existe des incertitudes graves sur son ampleur et sa durée. Certaines des incertitudes scientifiques peuvent être éliminées en continuant la recherche, dans le cadre des programmes actuels.

Le gouvernement partage l'avis de la Société royale voulant que toute étude canadienne sur l'hiver nucléaire soit vraiment coordonnée aux efforts déployés dans ce domaine par d'autres pays. Pour cette raison, le gouvernement compte transmettre des exemplaires du rapport aux Nations Unies, conformément à la résolution 39-148F adoptée au cours de la 39^e séance de l'Assemblée générale des Nations Unies. Au cours de la dernière séance de l'Assemblée générale, le Canada a souligné l'importance, pour les nations, d'étudier le phénomène et de rapporter leurs conclusions à l'ONU, à titre d'effort international pour réduire la possibilité d'une guerre nucléaire. La présentation du rapport de la Société royale aux

Nations Unies sera utile, car elle représentera l'effort du Canada visant à faire en sorte que tous les pays reconnaissent qu'en cas de guerre nucléaire, il n'y aurait que des perdants.

Cependant, la Société royale partage l'hypothèse de la défense civile voulant qu'il y ait des survivants. C'est un devoir humanitaire du gouvernement que de disposer au moins de plans modestes afin d'augmenter le nombre de survivants éventuels. Dans ses plans actuels, la défense civile s'est concentrée sur les problèmes reliés à la survie à brève échéance. L'hypothèse de l'hiver nucléaire transpose le problème sur une plus longue période et le gouvernement accepte la recommandation de la Société royale voulant que soient réexaminés nos préparatifs pour la période suivant une attaque nucléaire, y compris les conséquences pour l'agriculture, les transports, les communications et les conditions générales de vie.

Par delà sa nature scientifique, le rapport de la Société royale comporte aussi des implications en matière de sécurité nationale. Il est clair qu'un conflit nucléaire serait catastrophique. Cela renforce notre intime conviction qu'il faut empêcher toute guerre nucléaire. En conséquence, le gouvernement continue d'appuyer l'OTAN et sa politique de dissuasion, qui a garanti notre sécurité depuis plus de 35 ans. Nos adversaires doivent comprendre qu'aucune guerre nucléaire ne peut être remportée dans le sens habituel que l'on donne au mot victoire. Il s'ensuit donc que nous devons continuer à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour décourager la moindre velléité de guerre.

À cet égard, le Canada continuera d'attribuer la priorité à sa participation aux instances multilatérales de contrôle des armements, notamment Genève, Stockholm et Vienne, dans lesquelles il négocie directement. En même temps, le Canada a salué la reprise des négociations soviéto-états-uniennes de Genève et appuie les États-Unis d'Amérique dans leurs efforts pour établir des rapports stratégiques plus stables, en maintenant le plus bas possible l'équilibre des armements nucléaires. . .